

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **A**TTENDU que Assistant *Procureur Général*. } sur présentation au conseil municipal du comté de Richelieu, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Richelieu a nommé M. J. A. Villiard, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

Et ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

Et ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

Et ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Saint-Joseph, dans le comté de Richelieu, est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph, dans le même comté.

Occupent une étendue d'environ trois cent quarante arpents et soixante-onze perches en superficie, le territoire de ce village est formé des lots numéros un, quatre-vingt, quatre-vingt-un, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six (1, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, comté de Richelieu, et de la partie du lot numéro trois cent quatre vingt-treize (393), du même cadastre (chemin de fer de la rive Sud), comprise dans les limites des lots ci-dessus mentionnés, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Joseph", à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Joseph une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } **W**HEREAS, on Assistant *Attorney General*. } presentation to the municipal council of the county of Richelieu, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the parish of Saint Joseph, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Richelieu has named Mr. J. A. Villiard, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village of Saint Joseph, in the county of Richelieu, is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Joseph, in the same county.

Occupying an extent of about three hundred and seventy-one perches in area, the territory of this village is made up of the lots numbers one, eighty, eighty one, eighty two, eighty three, eighty four, eighty five, eighty six (1, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86), of the official cadastre of the parish of Saint Pierre de Sorel, county of Richelieu, and of the part of lot number three hundred and ninety three (393), of the same cadastre (South Shore Railway) comprised within the limits of the lots herein above mentioned, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Joseph, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Joseph", from and after this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Joseph, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of

Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent sept, et dans la septième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1527

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*

Philéas Beaudoin, de Ville Marie, Qué., marchand général, a, le 25 avril 1907, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Pontiac, conformément à la loi.

H. LAMARRE,

Pro-gardien provisoire.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 1er mai 1907.

1529

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7376.

Sweetsburg, le 4e jour d'avril 1907.

Présent : l'honorable juge Lynch, J. C. S.
François-Xavier Arthur Giroux, Demandeur ;
vs

Dame Elizabeth Durocher, du village de Granby, dit district, épouse séparée quant aux biens, par contrat de mariage de Joseph S. Bonin, journalier, du même lieu, et le dit Joseph S. Bonin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Défendeurs ;

et

Edward Bradford, Tiers-saisi.

Vu la motion du demandeur, accordée ce jour, par la cour, et l'insolvabilité alléguée de la dite défenderesse, il est ordonné que les créanciers de cette dernière soient appelés par un avis à être publié deux fois, en langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite "Gazette Officielle de Québec."

LEONARD & NOYES,

P. C. S.

1377.2

Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seven, and in the seventh year of Our Reign.

By order,

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1528

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*

Philéas Beaudoin, of Ville Marie, Que., general merchant, has, on the 25th April, 1907, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Pontiac, according to the law.

H. LAMARRE,

Pro-provisional guardian.

Office : 99, Saint James street,
Montreal, 1st May, 1907.

1530

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7376.

Sweetsburg, the 4th day of April, 1907.

Present : The Honorable judge Lynch, J. S. C.
François-Xavier Arthur Giroux, Plaintiff ;
vs

Dame Elizabeth Durocher, of the village of Granby, said district, wife separate as to property by marriage contract of Joseph S. Bonin, of the same place, laborer, and the said Joseph S. Bonin for the purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Defendants ;

and

Edward Bradford, Garnishee.

Seeing the motion of said plaintiff, this day, granted by the court, and the alleged insolvency of the said female defendant, it is ordered that her creditors be called in by two publications in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette" and that the said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in said "Quebec Official Gazette."

LEONARD & NOYES,

P. S. C.

1378